



## France Nature Environnement PACA

### AVANT PROJET DE SDAGE2016

#### REMARQUES & PROPOSITIONS DE REDACTION

#### FNE PACA & FRAPNE LANGUEDOC ROUSSILLON

### **Ofo – CHANGEMENT CLIMATIQUE**

La Région PACA est un territoire soumis à un climat sec, et ce de longue date. Cela ne signifie pas pour autant que ce climat n'est pas susceptible d'évoluer, bien au contraire !

Ces évolutions sont d'ailleurs d'ores et déjà visibles, tant sur les milieux (étiages et crues plus marquées, remontée d'espèces vers le nord) que sur les activités humaines (utilisation de la réserve agricole de Serre-Ponçon en 2007, demande croissante de retenues collinaires et de canons à neige... 15 EVP eaux superficielles sur PACA : affluents moyenne Durance + cours d'eau littoraux est). Le changement climatique peut se traduire aussi en événements extrêmes : inondations, submersion marine, avec ce que cela sous-entend de dégâts matériels et humains.

Les **territoires sont peut-être adaptés à la situation actuelle, avec toutefois quelques difficultés quand même, mais pas nécessairement aux changements en cours** ! La biodiversité notamment est particulièrement vulnérable, y compris en PACA, région considérée comme "hotspot" de biodiversité à l'échelle mondiale. Aussi FNE PACA demande t elle

- l'actualisation de la carte "Vulnérabilité au changement climatique pour l'enjeu biodiversité" (avant projet du SDAGE2016 p7)
- la poursuite de l'acquisition de connaissances sur les milieux aquatiques continentaux d'une part, et littoraux et côtiers d'autre part (aspects biodiversité et richesse écologique, morphologie, risques notamment)
- la poursuite du porter-à-connaissances sur ces différents sujets.

Les tensions autour des EVP témoignent de l'inquiétude suscitée par une diminution annoncée des ressources en eau. Comment alors poursuivre des activités fortement dépendantes de cette ressource, des milieux aquatiques ?

Le SDAGE a vocation à **provoquer de réelles mutations dans les territoires** (mutations profondes des activités par des changements de pratiques conséquents, voire mutation des territoires eux-mêmes vers d'autres activités mieux adaptées au contexte climatique qui s'annonce).

Pour ce faire, **un accompagnement soutenu, une médiation volontariste** sont à mettre en œuvre rapidement.

## → proposition d'amendements

### Disposition 0-02

#### Nouveaux aménagements et infrastructures : éviter la mal adaptation, garder raison et s'inscrire sur le long terme

Le SDAGE préconise d'éviter la « mal adaptation », qui peut avoir des répercussions importantes tant sur le plan environnemental, économique que social. A ce titre, bien évidemment, les actions menées ne doivent pas conduire à accroître la vulnérabilité des territoires aux aléas du changement climatique. Au-delà, les aménagements et investissements doivent autant que possible

- **être une solution proposée et mise en rapport avec d'autres solutions moins impactantes pour les milieux (économies d'eau, évolution des process industriels, ou modes de culture, des productions, autres modalités d'utilisation des espaces en urbanisme...)**
- être réversibles
- et prendre en compte les évolutions à long terme dues au changement climatique.

Il convient également d'observer une grande prudence vis-à-vis de mesures à impact important d'un point de vue économique, environnemental ou sociétal.

Les mesures d'adaptation doivent être souples et progressives afin de permettre leur réévaluation au vu de l'ampleur réelle et quantifiée des effets du changement climatique qui sera affinée avec le temps et avec le développement des connaissances scientifiques.

Ces principes doivent rester des points de vigilance permanents à l'échelle des territoires.

Il est nécessaire de garder raison sur les investissements nouveaux et importants. Ils doivent faire l'objet d'une analyse économique, **sociale et environnementale** sur le long terme (au moins 40 ans) pour s'assurer de leur pertinence et leur efficacité dans la durée en intégrant les contraintes générées par les effets du changement climatique à long terme. Sont notamment concernés les investissements qui ont un impact significatif sur les masses d'eau, qui bénéficient de financements publics, et dont la durée d'amortissement s'étale sur plusieurs décennies. Des projections à long terme doivent être menées pour s'assurer de la pérennité de l'utilisation de l'aménagement en fonction des effets du changement climatique qu'il subira (exemples : aptitude d'une retenue de stockage à se remplir, fréquence d'enneigement pour la neige artificielle, infrastructures dans des zones littorales soumises à des risques d'érosion ou de submersion marine, etc.). Cette analyse économique intègre une évaluation par le maître d'ouvrage de l'application du principe de récupération des coûts des services liés à l'utilisation de l'eau (exemple : aqua domitia).

Par ailleurs, à court terme, il est rappelé que tout aménagement ou infrastructure doit respecter l'objectif de non dégradation tel que défini dans l'orientation fondamentale n°2 pour ménager la résilience des milieux aquatiques.

Les financements publics alloués à ces projets, les déclarations d'utilité publique et les procédures d'évaluation environnementale qui les concernent s'assurent du respect de la mise en oeuvre de cette disposition.

### Disposition 0-05

#### Affiner la connaissance pour réduire les marges d'incertitude et appuyer l'action

L'horizon d'étude des changements climatiques se situe la plupart du temps entre 2050 et 2100. En effet avant 2050 il est difficile de faire la différence entre la variabilité climatique interannuelle et les tendances globales dues strictement à un réchauffement planétaire. Par ailleurs, les effets du changement climatique dans le bassin Rhône-Méditerranée sont difficiles à appréhender par les différents modèles du fait de la grande diversité naturelle du bassin (reliefs, pourtour méditerranéen). Si les grandes tendances à long terme sont aujourd'hui établies (augmentation des températures, baisse des précipitations, assèchement des sols), leur ampleur est difficile à quantifier. A cette marge d'incertitude sur le changement climatique lui-même s'ajoute une marge d'incertitude sur le lien entre le changement climatique et ses impacts potentiels sur les milieux aquatiques.

Il importe donc de poursuivre les travaux de connaissance à large échelle, **mais aussi à des échelles locales cohérentes, basées sur les régions biogéographiques notamment**, pour réduire ces marges d'incertitude et aider à définir les mesures d'adaptation les plus pertinentes. **L'effort de connaissance doit porter notamment sur les enjeux "biodiversité", "morphologie des cours d'eau", "risques naturels".**

Par ailleurs, à une échelle plus locale, il importe d'associer acteurs des territoires et scientifiques pour aborder ces sujets en ayant la meilleure appréhension possible des aléas climatiques sur les territoires concernés. L'appui apporté par la recherche est une clef de réussite pour la bonne appropriation des enjeux et pour la mise en oeuvre de stratégies d'adaptation partagées et pertinentes. Ce type de démarche est à encourager dans le cadre des projets de territoires de gestion locale et concertée (SAGE, contrats de milieux, SCOT, ...).

## **OF3 – PRENDRE EN COMPTE LES ENJEUX ECONOMIQUES ET SOCIOLOGIQUES DES POLITIQUES DE L'EAU ET ASSURER UNE GESTION DURABLE DES SERVICES PUBLICS D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT**

FNE PACA souligne l'intérêt de la nouvelle disposition 3.02 dans l'OF 3, nouvelle disposition qui vise justement à intégrer cette question.

Il y a en effet une réelle utilité à comprendre les besoins et demandes sociales, les relations société / milieu, et à prendre en compte ces éléments dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques environnementales. Cette prise en compte ne doit cependant pas se limiter à la mise en œuvre du SDAGE, mais doit être étendue aux politiques de l'eau en général.

Dans le contexte de cette disposition, l'élaboration de quelques indicateurs est en effet nécessaire. Ces indicateurs doivent être autant que possible simples

- dans leur mise en œuvre
- et dans la compréhension et l'utilisation des informations ainsi apportées.

→ **Propositions d'indicateurs: activités liées à l'eau ou appuyées sur des milieux aquatiques, nombre de leurs bénéficiaires et de personnes que cela affecte, emplois directs et indirects, bénéfice sanitaire...**

**Pointer les limites possibles des indicateurs (appuyés pour certains sur des ressentis subjectifs).**

Soulignons l'existence de différents travaux sur les approches sociologiques, menés notamment par le Plan Bleu ou les Observatoires Hommes – milieux portés par le CNRS.

En outre, FNE PACA rappelle le besoin qui se fait sentir de développer une culture de l'eau *a minima*, portant notamment sur les milieux naturels, les risques et les politiques de l'eau.

→ **Cette culture de l'eau et sa transmission doivent être adaptées aux territoires sur lesquels elles s'exercent, tant les spécificités et les enjeux de l'eau d'une part, et les problématiques sociales d'autre part, peuvent être différents.**

L'objet est notamment de susciter, créer des projets de territoire fédérant les populations à des échelles plus grandes que l'individu.

→ proposition de dispositions supplémentaires

**3-04 Mettre en places des observatoires sociologiques à l'échelle des bassins pour mieux appréhender les ressentis des acteurs**

**3-05 Elaborer un tableau de bord permettant le suivi de la mise en œuvre des dispositions à thématique sociologique**

## OF4 – RENFORCER LA GESTION DE L'EAU PAR BASSIN VERSANT ET ASSURER LA COHRENCE ENTRE AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET GESTION DE L'EAU

FNE PACA constate que la nouvelle OF 4 porte de façon un peu déséquilibrée davantage sur des questions de gouvernance et de compétences que sur l'aménagement du territoire (4 dispositions sur 12).

En matière de gouvernance, FNE PACA souhaite rappeler le nécessaire portage par un même établissement, ou à défaut par un même service d'une grosse intercommunalité, des compétences Gestion et milieux aquatiques (GEMA) et Prévention des Inondations (PI).

En matière d'aménagement du territoire, la fédération PACA constate avec regret que ce point pourtant crucial pour l'atteinte des objectifs de bon état des eaux ne bénéficie que d'un traitement plutôt faible, compte tenu de la force juridique du document SDAGE et donc du pouvoir qu'il peut avoir en matière d'eau et aménagement. FNE PACA émet les demandes suivantes :

### → Opter pour un vocabulaire plus ferme, plus directif !

- "intégrer les enjeux du SDAGE dans les projets d'aménagement du territoire" : c'est la base même, **les programme – planification – projet doivent être compatibles avec le SDAGE !**
- L'association des acteurs de l'eau à l'élaboration des documents d'urbanisme doit être une **obligation** et non une invitation.

### → viser l'opérationnalité.

Le SDAGE exprime un certain nombre de règles pour la préservation et la restauration des milieux : il doit pouvoir aller plus loin en proposant également

- des règles, des dispositions,
- en pointant des outils d'urbanisme existant et utilisables immédiatement
- en développant des outils d'urbanisme (ex : des zonages pour différentes utilités de milieu aquatiques [espace de bon fonctionnement, zone d'expansion de crue, zone humide...]..., les servitudes afférentes...)

dans un objectif d'aménagement du territoire plus respectueux des milieux aquatiques. Il est proposé pour cela que

- **des zonages spécifiques identifient et protègent dans les documents d'urbanisme les éléments naturels aquatiques<sup>1</sup>** qui ont un rôle écosystémique important, tel que ralentissement / rétention des crues, zone tampon et d'épuration naturelle, habitats naturels... et que des servitudes d'utilité publique soient définies pour préserver l'état et le fonctionnement optimal de ces milieux ;
- des outils pratiques (ex : grille de lecture sous le prisme SDAGE pour l'autorité environnementale, exemple de rédaction – type pour les zonages, règlements de servitude ou volet Mer de SCoT...) soient développés pour favoriser l'intégration et l'application des objectifs du SDAGE dans l'aménagement du territoire ;
- la cohérence et les poids juridiques des différents documents entre eux soient bien définis, à l'attention notamment des élus, des aménageurs du territoire et des citoyens plus généralement (ex : quel poids juridique des PAPI ?).

<sup>1</sup> Sont visés notamment ici les milieux cités ci-après, sans exhaustivité : ripisylve, zones latérales et annexes, espaces de bon fonctionnement, zones humides, zones d'expansion de crue...

→ **se donner les moyens de ses ambitions**. Cela doit passer notamment par des réflexions et des réponses aux questions telles que :

- quel contrôle effectif de la mise en œuvre des objectifs SDAGE dans les documents d'urbanisme / les PPP ?
- quels moyens (juridiques, humains, financiers) pour cela ?
- quelle formation et quelle information à destination des gestionnaires du territoire (élus notamment) ?

→ **conditionner les autorisations d'urbanisme** et de tout programme – planification – projet aux capacités du territoire en alimentation en eau et en assainissement, aux risques connus et aux risques attendus

ex : Revest des Brousses (04) délivre de rares permis de construire sous conditions d'équipements d'économies d'eau, Entrevennes (04) refuse la délivrance de tout permis pour une piscine.

→ **Interdire toute action entraînant une réduction des zones d'expansion de crue ou des espaces de bon fonctionnement des cours d'eau, ou entraînant une hausse de la ligne d'eau.**

Concernant plus spécifiquement la Méditerranée, FNE PACA insiste sur le fait que l'ensemble du SDAGE doive évidemment s'appliquer de façon ferme sur les milieux méditerranéens et littoraux, avec une vigilance particulière sur

- **l'aménagement du territoire** sur ces secteurs : la réalisation d'un volet Mer et Littoral des SCoT littoraux, doit être imposée. Les volets Mer des outils de gestion intégrée, proposés dans la disposition 4-05, peuvent être un bon appui pour ces SCoT.
- **la réflexion sur la planification spatiale maritime** (projet de directive européenne), avec en premier lieu l'identification des usages sur le littoral<sup>2</sup> et en mer et de leurs impacts sur le milieu et sur les autres activités.

→ **propositions d'amendements**

#### **Disposition 4-07**

#### **Assurer la gestion équilibrée des ressources en eau par une maîtrise d'ouvrage structurée à l'échelle des bassins versants**

La structuration de la maîtrise d'ouvrage à l'échelle des bassins versants est un élément essentiel de la mise en œuvre du SDAGE, de son programme de mesures et du PGRI. Elle vise, d'une part, à porter l'animation des démarches de planification et de concertation (SAGE, SLGRI, PGRE, contrats de milieux) et, d'autre part, à réaliser les études et travaux de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations.

Aussi, en s'appuyant sur l'article L. 211-7 du code de l'environnement et sur la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, le SDAGE énonce les principes suivants :

- Les compétences d'animation et de concertation dans le domaine de la gestion et de la protection des ressources en eau et des milieux aquatiques, visées au 12°) du I de l'article L.211-7 du code de l'environnement, et de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations, relative à la mise en œuvre des alinéas 1°), 2°), 5°) et 8°) du I même article, doivent être assurées à l'échelle des bassins versants. Les collectivités locales sont invitées à se structurer en syndicats mixtes à cette fin ;

---

<sup>2</sup> Urbanisme y compris.

- **La mise en œuvre conjointe et articulée des compétences Gestion des milieux aquatiques et Prévention des inondations doit être systématiquement recherchée et favorisée.** Les compétences de gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations doivent, dans la mesure du possible, être assurées de manière conjointe. L'application de ce principe général est particulièrement recommandée pour les secteurs identifiés par la carte 8-A (cf. orientation fondamentale n°8 relative aux risques d'inondation) sur lesquels des enjeux forts de restauration des milieux et de prévention des inondations existent et rendent nécessaire une synergie entre ces actions ;
  - Les compétences actuellement exercées par les structures de gestion de l'eau par bassin versant, notamment pour l'animation des instances de concertation (commissions locales de l'eau, comité de rivière) et la réalisation d'études et de travaux, doivent être prise en compte dans l'évolution des syndicats afin de ne pas ralentir la mise en oeuvre du programme de mesures ;
  - ~~L'articulation des compétences entre les syndicats de bassins versants et les EPCI à fiscalité propre doit être assurée~~ **Le transfert des compétences et des financements des EPCI à fiscalité propre vers les syndicats mixtes gestionnaires de milieu doit être accompagné et assuré** afin que les travaux nécessaires à la mise en œuvre du SDAGE, du programme de mesures et de la directive inondation soient tous portés par une maîtrise d'ouvrage adaptée, opérationnelle et efficace ;
  - L'organisation géographique et la taille des syndicats doivent être adaptées à la nature et l'ampleur des actions à mener afin de disposer des compétences techniques et administratives nécessaires et d'une assise financière suffisante ;
- Les préfets s'assurent de l'application de ces principes dans les schémas départementaux de coopération intercommunale et dans les arrêtés portant création ou modification des syndicats de bassin versant.

#### Disposition 4-08

##### **Encourager la reconnaissance des syndicats de bassin versant comme EPAGE ou EPTB**

Les syndicats mixtes de bassin versant qui assurent la compétence de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations peuvent être reconnus EPAGE ou EPTB en application de l'article L. 213-12 du code de l'environnement. Sans préjudice des éléments mentionnés dans la disposition 4-07 ci-dessus, les principaux critères de reconnaissance des EPTB et EPAGE sont les suivants.

L'EPAGE assure une mission opérationnelle visant à assumer directement, à l'échelle minimale de taille d'un SAGE ou d'un sous-bassin versant du SDAGE, les études et travaux d'entretien et de restauration de cours d'eau et de protection contre les crues. L'exercice complet de la compétence gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations est requis pour être reconnu EPAGE. L'EPTB exerce une mission d'animation et de coordination sur un bassin hydrographique correspondant à un ou plusieurs SAGE. Il exprime la solidarité de bassin et veille à assurer la clarté de l'organisation de la gestion de l'eau sur son périmètre. Sur son axe, cours d'eau principal du bassin-versant, il a une mission opérationnelle de maîtrise d'ouvrage de travaux. Sur le périmètre des structures qui le composent, il joue un rôle d'appui technique (pouvant aller jusqu'à l'assistance à maîtrise d'ouvrage) et de veille à la cohérence globale des actions de ces structures. Un ou plusieurs EPAGE peut être créé sur le territoire d'un EPTB. Dans ce cas, l'EPTB assure la cohérence de l'activité de maîtrise d'ouvrage des EPAGE.

Les EPTB sont susceptibles d'intervenir sur des sous bassins orphelins de maîtrise d'ouvrage compris dans leur périmètre d'intervention.

Le périmètre des EPTB et des EPAGE doit être d'une taille suffisante pour intervenir efficacement eu égard aux actions qu'ils ont à engager pour prévenir les inondations et atteindre le bon état des eaux. Il doit permettre de mobiliser une capacité contributive suffisante des collectivités pour faire face aux enjeux en cause et se doter des compétences humaines techniques et administratives nécessaires. **EPAGE et EPTB doivent se doter d'une instance de gouvernance associant des représentants des différents collèges : Etat, collectivités territoriales concernées, acteurs sociaux et économiques du territoire, dont des Associations de protection de la nature et de l'environnement (APNE) locales, si possible agréées.** La cohérence hydraulique doit être respectée et les besoins de solidarité territoriale, en particulier amont-aval, pris en compte.

La complémentarité de leur rôle vis à vis des autres collectivités et groupements de collectivités intervenant sur le territoire doit être assurée, selon le principe de subsidiarité.

Le portage de l'animation des démarches de planification et de concertation (SAGE, SLGRI, PGRE, contrats de milieux) doit être assuré. A défaut d'un portage par une autre collectivité, cette mission est assurée par l'EPAGE ou l'EPTB.

Par ailleurs, la carte 4B du SDAGE identifie les bassins hydrographiques où la question de la création ou de la modification de périmètre d'un EPTB ou d'un EPAGE est pertinente (déficit de structure de bassin versant, besoin de structuration de la maîtrise d'ouvrage en particulier pour les thématiques d'hydromorphologie ou d'inondation, nécessité d'évolution des structures existantes du fait de la mise en place au niveau des EPCI de la compétence obligatoire de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations). Cette possibilité devra être examinée au niveau du bassin par la mission d'appui technique créée par la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 et au niveau local par la ou les commissions départementales de coopération intercommunale compétentes. Si cela s'avère nécessaire à l'issue de cet examen et à défaut d'initiative locale, le préfet coordonnateur de bassin engage, à partir de 2018, la procédure de création d'office des EPTB ou EPAGE sur ces territoires conformément au III. de l'article L.213-12 du code de l'environnement.

#### Disposition 4-09

#### Intégrer les enjeux du SDAGE dans les projets d'aménagement du territoire et de développement économique

Les projets d'aménagement du territoire et de développement économique doivent intégrer les objectifs et orientations du SDAGE, en particulier l'orientation fondamentale n°2 et ses dispositions associées relatives à l'objectif de non dégradation des milieux aquatiques.

Sont notamment concernés les projets relatifs :

- à l'urbanisme : directives territoriales d'aménagement durable, SCOT, PLU, unités touristiques nouvelles, zones d'aménagement concertée...
- au développement économique : pays, projets d'agglomération, projets d'infrastructures, filières économiques (industrielle, agricole, ou touristique par exemple)...
- à la gestion des inondations : stratégies locales de gestion du risque d'inondation (SLGRI), programme d'action pour la prévention des inondations (PAPI) ;
- à la forêt : orientations régionales forestières (ORF) et leurs déclinaisons.

Les décisions publiques (déclarations d'utilité publique, décisions liées à la police de l'eau, délibérations des collectivités...) et les procédures d'évaluation environnementale, quand elles existent, doivent s'assurer du respect du SDAGE.

Pour ce qui concerne les documents d'urbanisme, les SCOT **et les PLU non concernés encore par un SCoT** doivent en particulier :

- limiter strictement et/ou conditionner le développement de l'urbanisation ~~dans les secteurs où~~ **à l'atteinte du bon état des eaux : respect des objectifs, tant qualitatifs que quantitatifs, de non dégradation, de préservation et de restauration fixés aux masses d'eau par le SDAGE. L'urbanisation doit être a fortiori limitée dans les secteurs où ces objectifs sont est remise en cause du fait de rejets polluants (milieu sensible aux pollutions, capacités d'épuration des systèmes d'assainissements des eaux résiduaires urbaines saturées ou sous équipées) ou du fait de prélèvements dans les secteurs en déficit chronique de ressource en eau ;**
- limiter **strictement** l'imperméabilisation des sols **et encourager les projets permettant de restaurer des capacités d'infiltration**, à la fois pour limiter la pollution des eaux en temps de pluie et pour réduire les risques d'inondations dus au ruissellement (cf orientations fondamentales n° 5A et 8) ;
- **identifier par un zonage contraignant et protéger les milieux aquatiques (zones humides, espaces de bon fonctionnement des milieux aquatiques, ripisylves, annexes hydrauliques... : cf orientation fondamentale n°6)**
- **interdire tout projet ou action qui aurait des impacts i- sur les zones d'expansion de crue, ii- sur les espaces de bon fonctionnement des cours d'eau, iii- sur la ligne d'eau ou iv-la vitesse du courant, actions susceptibles d'entraîner une aggravation des risques et des modifications substantielles des caractéristiques morphologiques et du fonctionnement naturel des milieux ;**
- **Eviter toute dégradation de la ripisylve et pour cela, assouplir les obligations de débroussaillage (50m à proximité des habitations) pour la ripisylve, celle-ci ayant par nature une teneur importante en eau. Prévoir des bandes *non aedificandi* de 50 m de large le long des ripisylves dans les zones soumises à un risque incendie, pour éviter qu'une disposition en contraire une autre. Des dispositions ultérieures doivent être prises pour éviter la dégradation de la ripisylve au regard de la protection incendie.**
- s'appuyer sur des schémas "eau potable", "assainissement" et "pluvial" à jour.

Le porter à connaissance opéré par l'Etat dans le cadre de l'élaboration des PLU soumis à évaluation environnementale et des SCOT doit également intégrer les éléments territorialisés du SDAGE : liste des masses d'eau concernées, objectifs d'atteinte du bon état assignés à ces masses d'eau, pressions à traiter par le programme de mesures en vue de l'atteinte du bon état des eaux (dans la

mesure où les documents d'urbanisme sont susceptibles d'influencer ces pressions : prélèvements, rejets, atteinte à la morphologie par exemple), milieux soumis à risque d'eutrophisation, captages prioritaires, zones de sauvegarde à préserver pour l'alimentation en eau potable, réservoirs biologiques, objectifs de débit et de niveaux piézométriques...

#### Disposition 4-10

##### **Associer les acteurs de l'eau à l'élaboration des projets d'aménagement du territoire**

Les maîtres d'ouvrage des projets d'aménagement du territoire visés à la disposition 4-09 ~~ont invités~~ **doivent** associer les syndicats de bassin versant (labellisées EPTB, EPAGE ou non) et les instances (commissions locales de l'eau, comités de rivière) qui élaborent les SAGE et les contrats de milieux. Pour être efficiente, cette association doit intervenir au plus tôt (idéalement dès la phase d'état des lieux) et ne pas se restreindre au seul "volet environnemental" de la démarche : les enjeux liés à l'eau peuvent influencer sur les choix à faire en termes de politique de développement économique (agricole, touristique...), de tracé ou de modalités de conception des infrastructures de transport, de gestion forestière, etc.

**L'Autorité Environnementale qui donne un avis sur les projets d'aménagement du territoire doit elle aussi se préoccuper de la bonne prise en compte des enjeux Eau dans le projet et donner dans son avis l'appréciation qu'elle porte sur cette prise en compte ainsi que les recommandations nécessaires pour atteindre les objectifs fixés par le SDAGE.**

**Les EPCI porteurs de SCoT doivent prendre en compte l'avis de l'Agence de l'Eau dans l'élaboration de leur SCoT.**

#### Disposition 4-11

##### **Assurer la cohérence des financements des projets de développement territorial avec le principe de gestion équilibrée des milieux aquatiques**

Les aides financières publiques accordées à des projets de développement économique ou sociaux ne doivent pas contribuer à la mise en oeuvre de projets incompatibles avec les objectifs liés à la protection de la ressource en eau, des milieux aquatiques et des zones humides. Les financeurs publics ~~ont en particulier invités à vérifier~~ **doivent démontrer** la bonne cohérence des projets qu'ils financent avec le principe de non dégradation des milieux aquatiques (cf orientation fondamentale n°2) et avec la politique de gestion locale et concertée du bassin considéré.

Le SDAGE préconise que les aides publiques permettent de mobiliser des financements conséquents pour favoriser les activités économiques dont le développement a des effets positifs sur l'eau et les milieux aquatiques : technologies propres et économes, pratiques agricoles respectueuses de l'environnement, tourisme durable, ...

Par ailleurs, les projets d'aménagement doivent intégrer les coûts qu'ils induisent du point de vue de la ressource en eau, de la protection des milieux aquatiques et de la gestion des inondations. Ces coûts induits pour l'environnement doivent être préalablement évalués et internalisés, sans être supportés par les seuls acteurs de l'eau.

#### Disposition 4-12

##### **Organiser les usages maritimes en protégeant les secteurs fragiles**

L'organisation des usages en mer (plaisance, plongée, et autres activités marines) est une des conditions pour atteindre ou maintenir le bon état des eaux. Elle consiste à organiser la répartition spatiale **et temporelle** des activités en mer, **dans une logique de gestion intégrée des zones côtières et dans le respect des objectifs de la Directive Stratégie pour le Milieu Marin (DC SMM)**, en tenant compte de la fragilité ou du caractère remarquable de certains secteurs maritimes (exemple : ~~limitation~~ **interdiction** du mouillage dans les herbiers de posidonie) et de l'exercice des usages maritimes (exemple : éloignement des rejets polluants des eaux conchylicoles, interdiction de la navigation dans les zones de baignade...). Les SCOT littoraux, qui sont habilités par le code de l'urbanisme (article L 122-1) à procéder à cette organisation des usages en mer, mettent en oeuvre cette faculté offerte par les textes pour limiter les pressions liées aux usages qui s'exercent sur les masses d'eau concernées et identifiées comme tel dans le programme de mesures. Les règles qu'ils définissent dans ce cadre valent alors schéma de mise en valeur de la mer.

En l'absence de SCOT, ce type de dispositif peut être mis en place par les collectivités et par l'Etat en associant les usagers concernés, le cas échéant en s'appuyant sur les instances de concertation d'un SAGE ou d'un contrat de baie lorsqu'elles existent.



## OF5A – POURSUIVRE LES EFFORTS DE LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS D'ORIGINE DOMESTIQUE ET INDUSTRIELLE

La Méditerranée jouit d'une situation complètement à l'aval du bassin, qui en fait donc le réceptacle final de toutes les pollutions et perturbations qui peuvent avoir lieu dans les bassins versants à l'amont (80% de la pollution en Méditerranée est de source tellurique). A ce titre, elle doit faire l'objet d'une application ferme du SDAGE et d'une surveillance davantage renforcée.

**Poursuite de la dépollution de la Méditerranée**, notamment par un travail à l'échelle des bassins versants côtiers, et une mise en œuvre renforcée des outils existants<sup>3</sup> et **réduction des pollutions à la source** doivent être des objectifs clairement énoncés dans le SDAGE.

Différents leviers peuvent être mobilisés pour ce dernier point :

- La formation des utilisateurs à des techniques alternatives
- La séparation des activités de conseil et de vente, notamment pour les produits phytopharmaceutiques
- Développement et soutien de programmes tels que "zéro phyto", de l'agriculture biologique
- Refus / interdiction des techniques et des produits polluants
- Recherches pour trouver des modes écologiques de fermer les cycles des molécules polluantes (et refus d'utilisation tant qu'on n'a pas ces modes)...

### → propositions d'amendements

#### Disposition 5A-01

#### **Prévoir des dispositifs de réduction des pollutions garantissant l'atteinte et le maintien à long terme du bon état des eaux**

L'atteinte du bon état des eaux rend nécessaire la non aggravation ou la résorption des différentes pressions polluantes qui sont à l'origine de la dégradation de l'état des eaux (assainissement, pollutions industrielles...).

La recherche de l'adéquation entre le développement des agglomérations et les infrastructures de dépollution doit être intégrée à tout projet d'aménagement. Aussi, les Scot et les projets d'aménagement nouveaux susceptibles d'être à l'origine de nouvelles pressions polluantes doivent non seulement s'assurer du respect des réglementations sectorielles (directive ERU, installations classées, directive baignade...), mais doivent également s'assurer

- **de la recherche et de la mise en œuvre tout moyen d'éviter de nouvelles pollutions,**
- **de la maîtrise des impacts cumulés vis-à-vis de l'atteinte du bon état et de la non dégradation des masses d'eau.**

Conformément aux dispositions 5A 02 à 5A 03 ci-dessous, les actions de réduction des pollutions doivent être renforcées pour les milieux particulièrement sensibles en faisant le lien entre les objectifs réglementaires (liés à la directive ERU ou à la législation sur les installations classées par exemple), les objectifs assignés aux masses d'eau par le SDAGE et les pressions de pollutions qui s'exercent à l'échelle du bassin versant.

**Les dispositifs de réduction des pollutions doivent prévoir les opérations adéquates de communication à destination des différents publics pour renforcer l'efficacité des actions menées.**

<sup>3</sup> Protocole "pollution tellurique" de la Convention de Barcelone, Initiative Horizon 2020 pour dépolluer la Méditerranée

## OF 6A – AGIR SUR LA MORPHOLOGIE ET LE DECLOISONNEMENT POUR PRESERVER ET RESTAURER LES MILIEUX AQUATIQUES

Les interactions sont fortes entre la prise en compte des espaces de fonctionnalité et diminution du risque inondation. Il s'agit donc de donner à ces zones un vrai statut et une intégration plus forte dans les documents d'urbanisme, avec des règles plus strictes. Il est grand temps que nous considérions que le cours d'eau n'est pas que la zone où l'eau s'écoule mais aussi l'ensemble des zones latérales et annexes (zones humides, ripisylve), dont l'intérêt n'est plus à démontrer en terme de gestion des inondations ou prévention des pollutions (zone d'expansion, zone tampon, habitats...).

L'action doit permettre

- de délimiter ces différents espaces et **d'apporter la protection nécessaire** à leur préservation, (préservation de l'espace et préservation de la fonctionnalité)
- de mieux connaître les évolutions morphologiques pour mieux les anticiper.

### → propositions d'amendements

#### Définir les espaces de bon fonctionnement des milieux aquatiques, humides, littoraux et eaux souterraines

Le fonctionnement des milieux aquatiques dépend non seulement de leurs caractéristiques propres mais aussi d'interactions avec d'autres écosystèmes présents dans leurs espaces de bon fonctionnement (EBF). Ceux-ci jouent un rôle majeur dans l'équilibre sédimentaire, le renouvellement des habitats, la limitation du transfert des pollutions vers le cours d'eau, le déplacement des espèces terrestres et aquatiques et contribuent ainsi aux objectifs de la trame verte et bleue.

Le SDAGE ambitionne que les politiques d'aménagement prennent en compte les espaces de bon fonctionnement des différents milieux aquatiques et humides ainsi définis :

- **le lit mineur** : espace fluvial, formé d'un chenal unique ou de chenaux multiples et de bancs de sable ou galets, recouverts par les eaux coulant à pleins bords avant débordement ;
- **le lit majeur** : espace situé entre le lit mineur et la limite de la plus grande crue historique répertoriée dans lequel les zones d'expansion naturelles des crues s'expriment ;
- **l'espace de mobilité** : espace du lit majeur à l'intérieur duquel le ou les chenaux fluviaux se déplacent latéralement pour permettre la mobilisation des sédiments ainsi que le fonctionnement optimal des écosystèmes aquatiques et terrestres. Cet espace doit être identifié selon la méthode précisée dans le guide technique SDAGE n° 2 "Détermination de l'espace de liberté" (novembre 1998) ;
- **les annexes fluviales** : ensemble des zones humides au sens de l'article L211-1 du code de l'environnement ("terrains exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau, de façon permanente ou temporaire ; la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année"), en relation permanente ou temporaire avec le milieu courant par des connexions superficielles ou souterraines : iscles, îles, brotteaux, lônes, bras morts, prairies inondables, forêts inondables, ripisylves, sources et rivières phréatiques, milieux secs et habitats associés étroitement à la dynamique fluviale et à la nature des dépôts... ;
- **l'espace de fonctionnement des zones humides** : ensemble des zones humides définies par l'article L211-1 du code de l'environnement, leurs bassins d'alimentation dans lesquelles leur fonctions sont identifiées (hydrique-hydraulique, physique, biogéochimique, biologique-écologique) et pour lequel des services sont rendus (épanchement des crues, régulation hydraulique à l'amont des bassins versants, alimentation en eau potable, biodiversité...) ;
- **pour les fonctions d'autoépuration naturelle des cours d'eau, des plans d'eau et des lagunes** ; les forêts alluviales, les zones humides périphériques des plans d'eau et des lagunes, sièges d'activités d'assimilation et de rétention et lieux d'échanges biogéochimiques qui conduisent à mettre en place une gestion spécifique ;
- **pour les eaux souterraines, tout ou partie de leur bassin d'alimentation**, mais tout particulièrement l'ensemble des espaces d'échanges entre les masses d'eaux

superficielles et leur nappe d'accompagnement (alluviales, phréatiques,...), ainsi que les espaces d'infiltration privilégiés au sein des bassins d'alimentation et les milieux de surface en contacts avérés forts et potentiellement significatifs avec les nappes ;

• **les réservoirs biologiques** sont à la fois des réservoirs de biodiversité et des **corridors écologiques**, qui assurent ou restaurent les liaisons entre différents écosystèmes ou habitats, les flux d'espèces et de gènes vitaux pour la survie des populations d'espèces et le maintien de la biodiversité ; **ils sont inclus dans la trame bleue cartographiée dans les schémas régionaux de cohérence écologique ;**

• **les zones littorales** allant de l'avant plage à l'arrière dune qui contribuent au fonctionnement morphologique du littoral et **les unités écologiques** qui participent au bon fonctionnement des milieux lagunaires et marin (cordon dunaire, sansouïres, roselières...).

Les espaces de bon fonctionnement sont des périmètres définis dans un cadre concerté et négociés avec les acteurs du territoire (document d'urbanisme, SAGE...) à une échelle adaptée (1/25 000 en général voire plus précise selon le cas). Ces périmètres n'ont pas d'autre portée réglementaire que celle des outils qui concernent déjà les espaces qui y sont inclus (ex. plan de prévention des risques d'inondation, alimentation en eau potable, site Natura 2000, espaces naturels sensibles, réserves naturelles...). Ils ont pour objet de favoriser la mise en oeuvre d'une gestion cohérente dans l'espace ainsi délimité. Ils entrent en tout ou partie dans la trame verte et bleue.

**Le SDAGE doit proposer / lancer une réflexion pour aboutir à la définition d'un zonage contraignant (sur le modèle des espaces boisés classés par exemple) et d'une gestion, ainsi qu'à l'identification d'outils (ex : servitude d'utilité publique...) qui permettent une protection efficace de ces milieux.**

Dans le cas d'un projet d'aménagement pour lequel la délimitation des espaces de bon fonctionnement n'est pas réalisée, l'étude d'impact identifie les différents types d'espaces de bon fonctionnement (cours d'eau, zones humides, plans d'eau, captage d'alimentation en eau potable...) et traite des impacts les concernant.

La prise en compte de l'espace de bon fonctionnement pour l'expansion naturelle des crues est traitée dans l'OF8 consacrée à la gestion du risque d'inondation.

#### **Disposition 6A-04**

##### **Préserver et restaurer les rives de cours d'eau et plans d'eau, les forêts alluviales et ripisylves**

Compte tenu de leurs rôles importants dans le bon fonctionnement des milieux aquatiques, humides ou connexes, les forêts alluviales et les ripisylves contribuent à l'atteinte et au respect des objectifs environnementaux (fixation des nutriments, tenue des berges, protection des sols, dépôt des sédiments, ralentissement des crues...). Les plans de gestion de la ripisylve qui visent sa restauration et son entretien, doivent intégrer les principes développés dans l'OF8 (limiter les risques liés aux embâcles, renforcer la stabilité des berges et favoriser les écoulements dans les zones à enjeu, freiner les écoulements dans les secteurs de moindre enjeu). Il importe que les forêts alluviales et les ripisylves se gèrent selon des principes qui préservent leurs rôles spécifiques dans le fonctionnement des milieux auxquels ils sont liés fondamentalement (cours d'eau, nappes...). Bien qu'à l'origine d'embâcles qui peuvent entraver l'écoulement des eaux lors des crues, ces formations boisées restent néanmoins indispensables pour l'atteinte et le maintien du bon état écologique.

Au titre de la non-dégradation, la préservation, la restauration et la compensation des boisements alluviaux doivent être pris en compte dans les déclarations d'utilité publique des grands projets linéaires, dans les documents d'urbanisme et les aménagements fonciers.

**Dans l'objectif de non-dégradation de la ripisylve, les obligations de débroussaillage (50m à proximité des habitations) pour la ripisylve peuvent être assouplies, pour prendre en compte la teneur par nature importante en eau de ces milieux. Pour éviter qu'une disposition en contrarie une autre, les dispositions ultérieures d'urbanisme du territoire concerné prévoient des bandes *non aedificandi* de 50 m de large le long des ripisylves dans les zones soumises à un risque incendie, et prendront toutes les dispositions adéquates pour éviter la dégradation de la ripisylve tout en respectant les obligations de la protection incendie.**

La contribution de ces milieux alluviaux à la trame verte et bleue formalisée dans les schémas de cohérence écologique (SRCE) rend nécessaire leur restauration sur des linéaires significatifs pour constituer des corridors d'interconnexion entre les réservoirs biologiques et d'autres tronçons de cours d'eau. Les petits cours d'eau en amont des bassins présentent un enjeu fort au regard des actions de restauration physique et des gains amont-aval escomptés, des faibles coûts de ces opérations (restauration de ripisylve, gestion du piétinement des troupeaux...).

Les services en charge de la police de l'eau veillent à ce que les dossiers « nomenclature eau » prennent en compte ces milieux au niveau de l'analyse des solutions d'évitement et de réduction des

impacts selon le principe « éviter, réduire, compenser ». En complément, des mesures compensatoires ciblées pour rétablir le bon fonctionnement des écosystèmes riverains sont proposées à l'échelle du bassin versant concerné par le projet, en s'appuyant lorsque cela est pertinent sur les éléments de connaissance relatifs aux espaces de bon fonctionnement des milieux aquatiques. Aux abords des cours d'eau devant faire l'objet d'actions de restauration physique pour atteindre le bon état ou le bon potentiel écologique, les SAGE, dans leur plan d'aménagement et de gestion durable visé à l'art. R212-46 3° du code de l'environnement, et les contrats de milieux prévoient des actions de restauration écologique des bords de cours d'eau. Ces actions doivent être pérennes, prendre en considération les capacités d'accueil de la faune aquatique en pied de berge et les continuités latérales avec des annexes hydrauliques.

#### **Disposition 6A-08**

##### **Evaluer l'impact à long terme des modifications hydromorphologiques dans leurs dimensions hydrologiques et hydrauliques**

Dans le cadre du dispositif de suivi des milieux prévus par les SAGE et contrats de milieux qui concernent des bassins versants dans lesquels sont installés des ouvrages transversaux et longitudinaux, les modalités de suivi à long terme des impacts portent sur le fonctionnement écologique des milieux à l'échelle du bassin versant (dynamique sédimentaire, habitats, potentialités biologiques) et sur les usages.

**En outre, les connaissances doivent être augmentées et approfondies sur l'évolution morphologique des cours d'eau soumis à de fortes évolutions, que ces évolutions soient dues à des raisons naturels ou anthropiques. Sont ainsi particulièrement concernés**

- **Les secteurs fortement aménagés**
- **Les secteurs montagnards ou soumis à influence montagnarde : arc alpin, Cévennes, piémonts pyrénéens,**
- **L'arc méditerranéen.**

Les données et leur synthèse devront être mises à disposition du public par les maîtres d'ouvrage à titre gracieux.

## OF8 – AUGMENTER LA SECURITE DES POPULATIONS EXPOSEES AUX INONDATIONS EN TENANT COMPTE DU FONCTIONNEMENT NATUREL DES MILIEUX AQUATIQUES

La question des risques inondation, fortement liée aux questions d'urbanisme, nécessite comme ces dernières un vocabulaire plus impératif. Rappelons qu'au-delà des seules questions de milieux, c'est aussi de vies humaines<sup>4</sup> dont il s'agit !

Le lien est donc particulièrement fort avec l'aménagement du territoire. A ce titre, FNE PACA approuve la rédaction proposée actuellement dans l'avant projet de SDAGE de l'OF 8 souligne la nécessité que le SDAGE :

- **Donne une définition précise de la "rétention dynamique des écoulements"** (disposition 8-06) afin d'éviter toute interprétation inadaptée et toute création d'ouvrage qui ne répondrait pas à la double nécessité de protéger les populations et de respecter les objectifs de non-dégradation et de restauration. (ex : la rétention des eaux à l'amont ne passe pas par la création d'une retenue ou d'un bassin).
- **inscrive dans les documents d'urbanisme les éléments naturels permettant un ralentissement / une rétention des crues** (ripisylve, zones humides, zones d'expansion de crue, espaces de bon fonctionnement)
- en fasse une **servitude d'utilité publique** et interdise toute action qui aurait des impacts sur ces éléments.
- impose la **compensation des zones imperméabilisées** et
- exige la **restauration des capacités d'infiltration des sols**, en premier lieu dans tout projet de requalification ou de reconquête urbaine.

→ propositions d'amendements.

### Disposition 8-03

#### **Éviter Interdire les remblais en zones inondables**

Tout projet de remblais en zone inondable est susceptible d'aggraver l'aléa de débordement de cours d'eau : augmentation des débordements de cours d'eau, accélération de vitesses au droit des remblais.

En application de la Loi sur l'eau, tout projet doit chercher à éviter les remblais en zone inondable **et étudier toute alternative possible**. Si aucune alternative au remblaiement n'est possible, le projet doit **démontrer l'absence d'alternative possible pour** étudier différentes options limitant les impacts sur l'écoulement des crues, en termes de ligne d'eau et en termes de débit. **Le projet doit également prohiber toute urbanisation future.**

Tout projet de remblai en zone inondable – y compris les ouvrages de protection édifiés en remblais – doit être examiné au regard de ses impacts propres mais également du risque de cumul des impacts de projets successifs, même indépendants. **Les solutions limitant les déblais et préférant les merlons aux digues seront préférées.**

Ainsi tout projet de cette nature présente une analyse des impacts jusqu'à la crue de référence :

- vis-à-vis de la ligne d'eau ;
- en considérant le volume soustrait aux capacités d'expansion des crues.

Lorsque le remblai se situe dans un champ d'expansion de crues, la compensation doit être totale sur les deux points ci-dessus. La compensation en volume correspond à 100 % du volume prélevé sur le champ d'expansion de crues pour la crue de référence et doit être conçue de façon à être progressive et également répartie pour les événements d'occurrence croissante : compensation « cote pour cote ».

<sup>4</sup> Rappel : les récentes inondations dans le département du Var ont fait 1- au printemps 2010 : 23 morts, 2 disparus, 950 millions € de dégâts ; 2- à l'automne 2011, 2 morts, 325 millions € de dégâts ; 3- en mai 2013 ; 4- à l'hiver 2014, 2 morts, 200 millions € pour les assurances (sources : préfecture du Var, presse quotidienne locale).

Dans certains cas, et sur la base de la démonstration de l'impossibilité technico-économique d'effectuer cette compensation de façon stricte, il peut être accepté une surcompensation des événements d'occurrence plus faible (vingtennale ou moins) mais en tout état de cause le volume total compensé correspond à 100 % du volume soustrait au champ d'expansion de crues.

Lorsque le remblai se situe dans un champ d'expansion des crues protégé par une digue ou un système d'endiguement (de niveau de protection au moins égal à la crue de référence, et de niveau de sûreté au moins égal à la crue millénaire), et sur la base de la démonstration de l'impossibilité technico-économique d'effectuer la compensation complète en ligne d'eau et en volume, l'objectif à rechercher est la transparence hydraulique et l'absence d'impact sur la ligne d'eau, et une non aggravation de l'aléa.

Lorsque le remblai se situe en zone inondable hors champ d'expansion de crues (zones urbanisées par exemple), l'objectif à rechercher est la transparence hydraulique et l'absence d'impact de la ligne d'eau, et une non aggravation de l'aléa. La compensation des volumes est à considérer comme un des moyens permettant d'atteindre ou d'approcher cet objectif.

Pour les submersions marines, l'édification de remblais ne génère pas de remontée du niveau d'eau alentours, mais peut provoquer les impacts suivants :

- augmentation de la vitesse d'écoulement de la submersion, du fait de la réduction de la section mouillée (d'autant plus si une élévation de topographie, naturelle ou non, existe déjà au voisinage du projet de remblai). Aussi, le projet de remblai est susceptible d'occasionner :
  - la création d'îlot et la mise en danger des biens et personnes (isolement en cas de montée des eaux et difficultés d'évacuation et d'accès des secours) ;
  - un problème d'érosion du pied du remblai.
- génération de remous hydrauliques par un remblai en aval d'une zone d'écoulement d'eau (effet de blocage partiel de l'écoulement en aval).

Aussi le principe de chercher à éviter la réalisation de remblais en zone inondable sera également poursuivi pour les remblais en zone de submersion marine.

#### **Disposition 8-04**

##### **limiter strictement la création de nouveaux ouvrages de protection aux secteurs à risque fort et présentant des enjeux importants**

La mise en place de nouveaux ouvrages de protection doit être exceptionnelle (exception faite de nouveaux ouvrages contribuant à la préservation ou l'optimisation de champs d'expansion de crues) et réservée, **après épuisement de toute autre possibilité**, à la protection de zones densément urbanisées ou d'infrastructures majeures au plus près possible de celles-ci, et ne doit entraîner en aucun cas une extension de l'urbanisation ou une augmentation de la vulnérabilité. **Ainsi les bassins de rétention des eaux de ruissellement ne devront pas être situés en zones inondables.**

**Si la zone retenue s'avère être une zone limoneuse, elle devra nécessiter un avis des services de l'Etat pour vérifier son caractère inondable.**

De même, conformément à l'objectif de non dégradation des milieux aquatiques explicité dans l'orientation fondamentale n°2 du SDAGE, la mise en place de tels ouvrages ne doit pas compromettre l'atteinte des objectifs environnementaux des masses d'eau concernées ainsi que celles qui en dépendent.

Il est impératif que les nouveaux projets d'ouvrages de protection ne soient autorisés que s'ils précisent le mode de mise en place et de fonctionnement pérenne de la structure de gestion et d'entretien des ouvrages concernés. Leur pertinence hydraulique, économique et environnementale devra être démontrée.

#### **Disposition 8-05**

##### **limiter le ruissellement à la source**

En milieu urbain comme en milieu rural, toutes les mesures doivent être prises, notamment par les collectivités locales par le biais des documents et décisions d'urbanisme, pour limiter les ruissellements à la source, y compris dans des secteurs hors risques mais dont toute modification du fonctionnement pourrait aggraver le risque en amont ou en aval. Ces mesures doivent s'inscrire dans une démarche d'ensemble assise sur un diagnostic du fonctionnement des hydrosystèmes prenant en compte la totalité du bassin générateur du ruissellement, dont le territoire urbain vulnérable (« révélateur » car souvent situé en point bas) ne représente couramment qu'une petite partie. Aussi, en complément des dispositions 5A 03 et 5A 04 du SDAGE qui prévoient notamment l'objectif « zéro rejet » pour les nouvelles constructions » et des mesures compensatoires fortes en cas d'imperméabilisation des sols, il s'agit, notamment au travers des documents d'urbanisme, de :

- limiter l'imperméabilisation des sols et l'extension des surfaces imperméabilisées ;
- favoriser ou restaurer l'infiltration des eaux ;
- favoriser le recyclage des eaux de toiture ;
- **favoriser les techniques alternatives de gestion des eaux de ruissellement (chaussées drainantes, parking en nid d'abeille...)**
- maîtriser le débit et l'écoulement des eaux pluviales, notamment en limitant l'apport direct des eaux pluviales au réseau ;
- préserver les éléments du paysage déterminants dans la maîtrise des écoulements, notamment au travers du maintien d'une couverture végétale suffisante et des zones tampons pour éviter l'érosion et l'aggravation des débits en période de crue ;
- préserver les fonctions hydrauliques des zones humides.

Par ailleurs, l'orientation fondamentale 5A SDAGE rappelle l'importance de mettre en place et de réviser périodiquement des schémas directeurs d'assainissement prévus à l'article L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales. Il est dans ce cadre rappelé l'intérêt de réviser et mettre à jour ces documents à l'occasion de l'élaboration ou de la révision des documents d'urbanisme. Outre l'incitation des collectivités à mettre en place ce type de document, il est recommandé que celui-ci intègre un volet « gestion des eaux pluviales » assis sur un diagnostic d'ensemble du fonctionnement des hydrosystèmes établi à une échelle pertinente pour tenir compte de l'incidence des écoulements entre l'amont et l'aval (bassin-versant contributeur par exemple).

**Enfin, les collectivités devront prévoir des actions de communication auprès des populations et des acteurs privés expliquant le rôle des bassins et ouvrages de rétention des eaux de ruissellement. Il est fait interdiction de changer l'affectation de ces bassins.**

#### Disposition 8-06

**Favoriser la rétention dynamique des écoulements**

**Définir la "rétention dynamique des écoulements".**

#### Disposition 8-08

**Préserver et/ou améliorer la gestion de l'équilibre sédimentaire**

La gestion équilibrée des sédiments participe aussi de la meilleure gestion des crues et des submersions d'origine marine.

Les travaux de recalibrage ou de « restauration capacitaire » en lit mineur sont à éviter du fait de leurs impacts négatifs sur la déconnexion du lit mineur et du lit majeur du cours d'eau, sur l'accélération des crues et sur l'équilibre sédimentaire. Toute intervention de ce type devra être justifiée au regard des enjeux humains à protéger, et s'inscrire dans une réflexion globale de gestion de l'équilibre sédimentaire à une échelle cohérente.

La gestion des atterrissements doit respecter l'équilibre sédimentaire du cours d'eau **et la dynamique dans le temps des transports solides**, en se basant sur les plans de gestion des profils en long définis par des études globales menées à des échelles hydrosédimentaires cohérentes.

A ce titre, la mobilisation des atterrissements par le cours d'eau doit être favorisée par rapport aux opérations d'enlèvement des sédiments, sauf pour les opérations d'entretien des ouvrages hydrauliques, des ouvrages de gestion des matériaux solides (plages de dépôts, zones de régulation, bassins de décantation, ouvrages de rétention...) et le rétablissement du mouillage garanti dans le chenal de navigation.

**Le déplacement des sédiments à l'embouchure des cours d'eau (par exemple pour le ré-engraissement des plages) doit être évalué au regard de la capacité future du cours d'eau à maintenir un transport solide suffisant pour maintenir sa morphologie (risque de contrarier le phénomène naturel de dépôt des sédiments).**

#### Disposition 8-09

**Favoriser Assurer le maintien ou la restauration de la ripisylve, ainsi que sa la gestion de la ripisylve**

Dans le même objectif d'avoir une bonne gestion de l'écoulement des crues, **la ripisylve doit être préservée, voire restaurée selon les cas. Des** les plans de gestion de la ripisylve doivent prendre en compte des objectifs spécifiques aux crues :

- limiter les risques liés aux embâcles ;
- renforcer la stabilité des berges et favoriser les écoulements dans les zones à enjeux ;
- freiner les écoulements dans les secteurs à moindre enjeux.

**Disposition 8-10****Identifier les territoires présentant un risque important d'érosion**

Un indicateur homogène national de qualification de l'érosion côtière, permettant de distinguer les zones d'érosion forte, d'érosion moyenne et d'érosion faible est en cours de définition. Cet indicateur sera communiqué aux collectivités territoriales littorales en 2014, à l'échelle 1/100 000e.

La combinaison de cet indicateur avec des données en matière d'occupation des sols permettra d'identifier des territoires présentant un risque important d'érosion (centres urbains denses, activités industrielles et portuaires dont la proximité avec la mer est indispensable, infrastructures de transport...).

Sur ces territoires, il ~~serait pertinent~~ **sera nécessaire** que les SCOT identifient des mesures cohérentes en matière d'urbanisme, de préservation des espaces naturels, de gestion du domaine public maritime naturel, de prévention des risques et d'aménagements appropriés pour la gestion de l'érosion côtière **et du recul stratégique**.

**Disposition 8-11****Intégrer un volet « érosion littorale » dans les stratégies locales exposées à un risque important d'érosion**

Sur les TRI présentant un risque important d'érosion, il est recommandé que les stratégies locales comportent un volet « risque d'érosion littorale ».

La stratégie locale pourra ainsi décliner les principes issus de la stratégie nationale de gestion intégrée du trait de côte, à savoir :

- stopper l'implantation des biens et des activités dans les secteurs où les risques littoraux, notamment d'érosion, sont forts, **voire selon l'importance du risque, relocaliser les installations existantes dans un secteur sans risque et restaurer le milieu** ;
- favoriser les opérations de relocalisation des activités et des biens exposés à l'aléa érosion ;
- ces politiques d'aménagement s'envisageant à long terme, la stratégie locale devra définir les modes de gestion transitoires, comme des opérations souples et réversibles de rechargement de plage par exemple ;
- restaurer le fonctionnement hydro-morphologique de l'espace littoral ;
- réserver, **après épuisement de toute autre solution**, les dispositifs de fixation du trait de côte strictement aux secteurs littoraux à enjeux majeurs et indéplaçables.

Ce choix d'aménagement opérationnel du trait de côte devra être justifié par des analyses coûts bénéfiques et des analyses multi-critères.

En cohérence avec la notion d'espace de fonctionnement des milieux défini dans l'orientation fondamentale 6A du SDAGE, la stratégie locale s'assurera du respect de la disposition 6A-15 relative à la mise en oeuvre d'une politique dédiée et adaptée au littoral et au milieu marin en termes de gestion et restauration physique des milieux.

FNE PACA n'est pas pour autant opposé à la possibilité d'activités dans les zones inondables. Celles-ci doivent simplement être bien définies et encadrées, de façon à éviter toute dégradation (qualitative ou quantitative) du cours d'eau considéré, et tout risque pour les exploitants / les bénéficiaires de ces activités. Ainsi, le SDAGE peut il

→ **identifier les activités possibles en zone inondable**, en fonction de critères préalablement définis

→ **Définir les conditions** dans lesquelles ces activités pourraient s'exercer en toute sécurité pour les hommes comme pour les milieux

→ et imaginer **un système de compensation / solidarité** pour ces activités en zone inondable en cas de crue.

**→ Proposition de disposition supplémentaire 8-xx****Utiliser à bon escient l'activité économique pour préserver le caractère non construit de zones inondables**

L'agriculture est identifiée comme une activité possible en zone inondable, en fonction de critères préalablement définis :



- elle ne doit pas imperméabiliser le sol, ni altérer en aucune manière le bon écoulement des eaux (pas d'obstacle quel qu'il soit à l'écoulement)
- l'activité ne doit pas être source de pollution pour le milieu
- elle doit pouvoir supporter un certain temps d'inondation (à définir, en fonction des capacités des variétés culturales)
- la sécurité des personnes exerçant cette activité doit être une préoccupation des gestionnaires et des personnes mêmes exerçant l'activité : formation des personnes, suivi simple et régulier de l'hydrologie du cours d'eau concerné.

Un système de solidarité pour les agriculteurs exerçant en zone inondable doit être imaginé et mis au point. Un tel système doit

- reconnaître le service rendu par l'agriculture (préservation du caractère inondable de la zone)
- définir les modalités de rémunération de ce service et / ou d'indemnisation des dégâts en cas de crue.

Une telle réflexion doit être menée en relation avec les acteurs et les collectivités concernées, ainsi qu'avec des mutuelles d'assurance.